



Association Luxembourgeoise  
des Compliance Officers  
du Secteur Financier

# Le Bulletin d'informations

N°17

AVRIL 2009

## Editorial



Chers amis, membres de l'ALCO,

Pour la 17<sup>ème</sup> édition de notre Bulletin, nous avons à nouveau le privilège d'avoir recueilli les propos d'une personnalité éminente de la Place, Monsieur **Victor Rod**, Directeur du Commissariat aux Assurances, qui a bien voulu faire le point avec nous sur le thème : « la crise financière et les compagnies d'assurances ».

Nous le remercions vivement de nous avoir apporté cet éclairage d'un grand intérêt.

## Le Bulletin

On trouvera dans la suite du Bulletin un article de Jean-Noël Lequeue qui nous fait part de ses observations concrètes quant à l'impact de MiFID sur les contrôles de compliance.

Enfin, Charles van Doorslaer a pris l'heureuse initiative de réunir en janvier dernier les nouveaux membres de l'ALCO afin de connaître leurs attentes et leurs souhaits vis-à-vis de l'Association. Cette intéressante expérience aura, je crois, des suites fructueuses.

\* \* \*

Le 10 mars dernier, l'ALCO a tenu son Assemblée Générale. Cela a été l'occasion, pour une assistance nombreuse, d'entendre les Responsables de l'Association faire le point sur ses activités, ses groupes de travail, sa politique de communication. Le nouveau site Internet a été présenté.

Les Compliance Officers ont pu ensuite écouter un brillant exposé de **Jean-François Boulot**, Substitut Principal du Procureur d'Etat et Responsable de la Cellule de Renseignement Financier. Cet exposé a mis en lumière l'évolution de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au Luxembourg dans le cadre de la nouvelle législation de 2008. Les aspects pratiques ont particulièrement intéressé l'assistance, largement composée de ceux qui, sur le terrain, ont à mettre en place les dispositions concrètes de la lutte, et assurer la collaboration avec les Autorités.

Jean-François Boulot est intervenu à plusieurs reprises devant les membres de l'ALCO. Nous lui exprimons tous nos remerciements.

\* \* \*

## Le Bulletin

Une page se tourne...

Je vous rappelle que la création de l'ALCO remonte déjà à plus de huit ans. Nous étions alors un petit groupe de Compliance Officers, désireux de nous exprimer et de mieux cerner notre métier. J'ai eu le plaisir et l'honneur de présider l'ALCO depuis lors.

L'ALCO a, je crois, défendu activement le rôle de la compliance au sein du secteur financier, et a contribué à son officialisation. Elle s'est positionnée comme une association représentant un métier, et non pas un secteur économique. Elle a ainsi trouvé sa place naturelle parmi les différentes associations du secteur financier à Luxembourg.

Son développement a été assez remarquable puisqu'avec plus de 450 membres, elle a acquis une réelle représentativité de ce métier au sein de notre Place Financière.

Après ces huit ans de présidence continue, il me paraît souhaitable de tourner la page. J'ai donc annoncé à l'Assemblée Générale du 10 mars dernier que je ne me représenterai pas comme Président. Je resterai néanmoins au Conseil d'Administration, suivant en cela le souhait de mes collègues du Conseil.

Lors de l'Assemblée Générale, un renouvellement important du Conseil d'Administration a eu lieu avec l'élection de cinq nouveaux membres, ce qui rajeunit sensiblement la moyenne d'âge de cette instance ...

Le nouveau Conseil s'est réuni pour la première fois le 31 mars dernier, et a élu - à l'unanimité - son nouveau Président, **Jean-Noël Lequeue**, que je félicite en votre nom à tous.

Je formule tous mes vœux pour la nouvelle équipe et le devenir de l'ALCO.

Bien cordialement à tous,

*Jean-Marie Legendre*

## Interview

### Entretien avec Victor Rod

#### LA CRISE FINANCIERE ET LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

**Interview de M. Victor ROD,  
Directeur du Commissariat aux  
Assurances**

Pour M. Rod il est évident que la compliance a un rôle à jouer au sein des compagnies d'assurance et ce, avec l'audit et le financier. Les compagnies d'assurance doivent se doter de règles pour que leur gestion journalière soit conforme à la réglementation actuellement en place et à la réglementation future (Solvency II). Ces règles doivent être des règles générales qui ne doivent pas prendre en compte les spécificités de chacune des entreprises. M. Rod insiste sur l'importance qu'il y a pour les compagnies d'assurance de mettre en place des règles de gouvernance et d'organiser après leur mise en place le suivi de leur application.

***1. Quelle est votre analyse de la crise financière et votre bilan pour la Place de Luxembourg ?***

La crise financière que nous traversons, a maintenant contaminé l'économie réelle. Les établissements financiers ont tendance, afin de surmonter leur propre

crise, de limiter leurs engagements dans l'économie réelle, économie qui va devoir en supporter les conséquences.

M. Rod espère que les entreprises, qui ont reçu l'aide des différents Etats pour passer le cap de la crise, vont à leur tour aider l'économie réelle.

Pour le moment l'économie réelle du Grand-Duché de Luxembourg connaît les premiers signes de ralentissement (taux de chômage, ...).

***2. Quels sont, selon vous, les premiers enseignements que l'on peut en tirer pour les compagnies d'assurance ?***

A l'inverse des banques, le secteur des assurances ne connaît pas de problèmes de liquidités. La difficulté principale à laquelle les compagnies d'assurance se heurtent est un problème de placement de leurs liquidités (primes encaissées).

Le constat actuel, c'est que les autorités prudentielles sont confrontées à un problème insuffisamment analysé à l'origine : le risque de contrepartie des banques dépositaires auprès desquelles les compagnies d'assurances ont en dépôt leurs réserves. Ce risque joue surtout pour les entreprises d'assurances qui sont détenues par des groupes bancaires, surtout les groupes bancaires qui n'ont pas été soutenus par les Etats.

Certaines entreprises d'assurances qui sont détenues par des banques ont été amenées à investir, plus que de raison, dans des actions de leur maison-mère. Ces investissements ont aujourd'hui subi les effets des pertes de valeur des titres.

Les autorités prudentielles se posent dès lors la question de savoir s'il ne faudrait pas limiter l'investissement des réserves d'une compagnie d'assurance en actions

de la banque qui la détient, ainsi que les montants des capitaux déposés auprès de cette banque.

Exemple : les compagnies d'assurance détenues par les banques d'origine islandaise. Ces compagnies n'étaient pas elles-mêmes en danger d'insolvabilité, mais elles étaient tenues de déposer tous leurs avoirs et leurs titres auprès de leurs maisons-mères. Ces compagnies rencontrent aujourd'hui des difficultés réelles pour pouvoir honorer les engagements qu'elles ont vis-à-vis de leurs clients, et pour payer les capitaux des contrats. Les avoirs de ces compagnies ne sont pas individualisés dans les banques, et leurs clients n'ont donc pas un traitement différent de celui des clients des banques.

M. Rod relate également le problème rencontré pour des contrats en unités de compte, liés à des fonds d'investissement composés de titres négociables. La réalisation de certains de ces titres en cours de contrat va amener des espèces monétaires, espèces monétaires qui se retrouvent dans les comptes de l'entreprise d'assurance. Les autorités de contrôle ont constaté que les conditions générales des contrats stipulent simplement que les sommes sont placées au risque du client.

Pour M. Rod, les conditions générales des contrats d'assurance-vie ne respectent pas toujours les principes de clarté et de précision qui doivent dicter leur rédaction.

M. Rod rappelle qu'en cas de litige avec un client devant les tribunaux, ce sont les règles de droit privé qui vont s'appliquer. La compagnie va devoir apporter la preuve écrite du fait qu'elle a respecté les règles et principes repris, entre autres, dans la loi sur le contrat d'assurance. Il est essentiel aujourd'hui que les

compagnies d'assurance revoient les conditions générales et les fiches de leurs produits, Sur ces points, il estime que les « compliance officers » ont un rôle important à jouer.

### *3. En relation avec la crise, quelles sont les aspects que vous jugez les plus sensibles ?*

M. Rod rappelle que les contrôles qui sont faits pour les banques sont différents de ceux qui sont menés pour les compagnies d'assurance. La solvabilité des banques est là pour empêcher un risque systémique. Dans le secteur des assurances, ce n'est pas la même chose : les autorités prudentielles se mobilisent davantage pour défendre les intérêts des clients assurés, c'est même leur première préoccupation.

#### **Solvabilité :**

Les banques de la Place de Luxembourg font référence, dans leurs conventions de dépositaire, aux dispositions de la loi de 2001 (loi modifiée en 2005 pour ce qui concerne les dispositions en matière de fongibilité des titres), mais certaines d'entre elles insèrent dans les conventions des clauses particulières susceptibles de contrevenir aux dispositions de la loi. Les autorités de contrôle entendent réagir à ces pratiques en écartant ce type de clauses des conventions.

#### **Analyse technique des produits :**

M. Rod insiste sur l'obligation qu'ont les compagnies d'assurance de bien maîtriser la nature des produits qu'elles commercialisent, pour être à même de donner toutes les explications nécessaires à leurs intermédiaires et à leurs clients. Elles ne doivent donc pas se contenter de

sélectionner un bon rating. Elles s'exposent en cas de non-respect de ces règles à être tenues pour responsables des pertes importantes qu'auraient subies les clients (en cas de « misselling »).

- **Protection des clients :**

L'information des clients par le biais de plaquettes pourrait s'imposer aux compagnies d'assurance qui devraient sur ce point établir des « best practices ».

Cette obligation se situerait à mi-chemin entre les obligations que prévoient les directives européennes en matière d'assurances et d'intermédiation d'assurances, et la directive MIFID.

- **Ethique en assurance :**

L'éthique est un principe que les compagnies d'assurance doivent mettre en avant dans l'intérêt de leurs assurés toute la vie durant (retraite, santé,...).

Les compagnies d'assurance ont une fonction sociale : elles doivent évaluer les risques de la vie dans le temps et ne pas perdre de vue ce rôle social.

L'assurance se situe dans le moyen et le long terme. Les méthodes de gestion des compagnies doivent avoir cette vision des choses et ce, contrairement aux principes qui sont parfois défendus par leurs actionnaires.

M. Rod estime qu'il n'y a pas lieu de mettre en place une réglementation spécifique mais qu'il faut mettre un peu plus de poids sur la fonction compliance, bien qu'elle n'ait pas encore été rendue obligatoire pour les compagnies d'assurance. L'établissement d'un code de conduite auquel les compagnies

d'assurance devraient adhérer lui paraît indispensable. Dans ce cadre, le « compliance officer » a bien sûr un rôle essentiel à jouer.

***4. Les compagnies d'assurance doivent-elles se recentrer sur leur métier de base ?***

Pour M. Rod, les compagnies d'assurance doivent pouvoir proposer à leurs clients des produits différents des produits financiers commercialisés par les banques. Les produits doivent idéalement inclure des éléments biométriques. Les compagnies d'assurance sont équipées pour pouvoir gérer de tels éléments. Elles vont ainsi se démarquer des banques par des produits plus appropriés pour servir de sous-jacents à des placements à long terme, et sauvegarder l'épargne à long terme de leurs clients.

Compte tenu de l'allongement de la durée de la vie, les clients ne veulent plus simplement des revenus à court terme mais ils recherchent des placements garantis pour assurer leur retraite et la transmission de leurs avoirs à leurs héritiers.

***5. Partagez-vous l'idée qu'il est nécessaire d'introduire de nouvelles règles***

- ***pour remplacer des règles existantes,***
- ***pour réglementer des domaines non encore suffisamment réglementés ?***

M. Rod ne prône pas un renforcement réglementaire. Les règles sont remises en question par Solvency II, mais il se pose la question de savoir si les règles qui ont été établies dans le passé ne vont pas, en raison de la crise, devoir être revues et s'il ne faudrait pas réintroduire de

nouvelles normes destinées à imposer plus de prudence dans la politique des placements, au-delà du seul principe du « prudent man » retenu par Solvency II ?

L'exemple d'AIG est parlant : la compagnie était saine pour ses activités d'assurance, elle n'avait pas de problème de solvabilité. Ces sont les activités menées au niveau du holding, activités qui n'étaient soumises à aucune surveillance d'un régulateur, qui ont ruiné l'entreprise.

***6. La crise aura-t-elle des impacts quant au rôle et aux missions des autorités prudentielles ? Des exigences de renforcement ne vont-elles pas être dictées par les politiques ?***

Certains politiques voudraient organiser une surveillance européenne dépassant les frontières pour éviter un contrôle « Patchwork » et créer une autorité de contrôle européenne sur le modèle de la Banque Centrale Européenne.

Les autorités de contrôle actuelles garderaient le contrôle de l'activité « domestique », l'autorité de contrôle communautaire serait – elle – transfrontalière. Cela impliquerait une législation européenne, point sur lequel il sera très difficile d'arriver à un consensus.

M. Rod espère que les politiques ne vont pas prendre des décisions qui aboutiraient à un régime de supra-protection et qui risqueraient de remettre en cause les principes de libre établissement et de libre prestation de services, ainsi que la nécessaire autonomie des places financières.

\* \* \*

## Doctrine

### **Impact de MIFID sur les contrôles Compliance : retour d'expériences**

#### 1) Introduction

La législation et la réglementation MIFID ont conduit les établissements de crédit et les entreprises d'investissements de la place financière luxembourgeoise à mettre en place une série de mesures pour se conformer aux nouvelles obligations professionnelles exigées par cette législation et cette réglementation. Qu'il s'agisse des politiques de gestion des conflits d'intérêts et de meilleure exécution des opérations pour la clientèle ou de la classification des clients, de leur information, du respect des règles en matière d' « inducements » ou de tests de « suitability » et d' « appropriateness », tous se sont pliés avec plus ou moins de difficultés aux exigences complémentaires visant à la protection des investisseurs et des marchés.

Les Compliance Officers et leur équipe ont activement participé à la conception et à la mise en place de ces mesures, parfois ils en étaient le principal pilote ou promoteur. Mais une fois ces mesures initiales prises, les Compliance Officers ont dû également se rappeler leurs nouveaux devoirs en matière de contrôle pour veiller à la bonne application pratique des obligations MIFID. C'est ainsi qu'à l'initiative de Patrick Chillet son président, le GT10 de l'ALCO a été chargé de consacrer plusieurs sessions à la

définition des contrôles à mener dans le cadre de MIFID. Le GT10 a remis un rapport circonstancié reprenant plus de 70 contrôles de Compliance pouvant être réalisés, couvrant de manière non exhaustive les thèmes MIFID, contrôles à exercer par la fonction Compliance elle-même ou par d'autres fonctions internes des banques.

Il a paru intéressant en octobre 2008 d'établir un premier retour d'expériences sur la mise en pratique de ces contrôles au sein de la place financière de Luxembourg. Ce travail n'a pas de valeur scientifique ou statistique, il reflète au mieux les avis recueillis et n'a d'autre ambition que d'apporter un éclairage sur ce qui s'est fait effectivement en un temps encore très court mais proche des premières missions d'audit qui seront menées par les réviseurs d'entreprises dans le cadre de leur évaluation de l'exercice 2008. La synthèse de ces avis a fait l'objet d'une présentation publique lors d'un séminaire organisé à Luxembourg.

#### 2) Gestion des conflits d'intérêts

On constate que la gestion des conflits d'intérêts constitue un thème MIFID mais qu'elle était déjà largement couverte au sein des sociétés financières de la place. Les chartes, codes et politiques Compliance ou de bonne conduite abordaient ce domaine parfois de manière détaillée. En général, l'approche MIFID au sein des établissements n'a pas fait découvrir de nouvelles sources de conflits d'intérêts. Les obligations MIFID ont toutefois conduit les banques à recenser leurs conflits potentiels dans un registre.



Il n'est pas fréquent que soit remontée spontanément une source de conflits d'intérêts. C'est principalement dans les comités de nouveaux produits et services que les Compliance Officers sont amenés à s'occuper de tels conflits potentiels. Les questions posées sur ce thème au Compliance Officers portent en premier sur les conflits possibles entre un employé et un client ou entre un employé et la banque, moins souvent sur les conflits possibles entre la banque et ses clients. Pour l'instant, l'approche reste rule based plutôt que risk based.

Le sujet plus particulier des conflits d'intérêts lors de transactions des employés pose quant à lui la question de l'efficacité de se préoccuper des opérations effectuées en interne alors que les opérations effectuées dans d'autres établissements ne peuvent être surveillées que moyennant la déclaration des transactions par l'employé (Cf. avis de la CNPD à l'ALEBA). S'y ajoutent des réticences liées à la balance peu favorable entre la lourdeur et l'utilité des contrôles. En général, l'on rencontre des contrôles de surveillance des chinese walls et des règles instituant des interdictions ou des obligations d'autorisation préalable concernant les transferts de comptes de client vers des comptes d'employé, la gestion de comptes clients par des employés ainsi que la mise en place de liste d'initiés et de fonctions sensibles. Des procédures de pre-clearing des transactions personnelles des employés par rapport à des listes de titres de sociétés avec lesquelles la banque est en situation de conflit d'intérêts potentiel, tendent également à se développer.

Il n'existe habituellement pas de vérification systématique des documents commerciaux

sinon pour les nouveaux produits et il en va de même pour les contrôles sur la tarification. Les réclamations, susceptibles de mettre un conflit d'intérêts en évidence, sont traitées par un service ad hoc qui décide de leur éventuelle transmission à la fonction Compliance.

### 3) Avantages/inducements

Au mois d'octobre 2008, peu d'établissements de crédit avaient mis en place un registre des avantages existants. Est par contre généralement présente la politique définissant des limites aux cadeaux et invitations reçus et offerts. Certains fournisseurs ont ainsi vu leurs invitations les plus prestigieuses déclinées par des cadres de banque de la place. Les obligations d'information au client se réfèrent aux recommandations de l'ABBL sur ce thème. Jusqu'à présent, les clients posent peu de question et n'introduisent pas de réclamations touchant aux « inducements ». Les Compliance Officers n'interviennent pas dans le choix des brokers, davantage dans la sélection et le suivi des apporteurs d'affaires et, s'ils sont directement concernés, dans le choix des fournisseurs.

### 4) Suitability et appropriateness

Plusieurs banques ont introduit des contrôles automatisés pour vérifier la compatibilité entre le risque des produits et le profil des clients. Ces contrôles peuvent fonctionner par transaction, après avoir introduit des flags indiquant si la transaction a été conseillée ou non, si le test était OK, s'il s'agit d'une exception, et générant les warning et disclaimer nécessaires. Chez d'autres, les contrôles se font par rapport à l'ensemble du portefeuille, tenant compte de la proportionnalité du risque d'un instrument au sein du portefeuille et distinguant l'utilisation de produits dérivés pour

couverture d'actifs de la véritable spéculation.

Les contrôles de la fonction Compliance portent ici sur la vérification de l'existence de traces des tests de « suitability » ou d'« appropriateness », sur l'édition effective des warning et disclaimer ainsi que sur l'existence et la qualité des documents fournis aux clients.

### 5) Information client

Les banques et autres entreprises d'investissement n'ont pas attendu d'y être contraintes par MIFID pour fournir l'information de base aux clients que constituent les états périodiques du portefeuille, la liste des transactions et les extraits de comptes. Les établissements ont cependant davantage veillé sous l'influence des nouvelles obligations à une plus grande formalisation et à un meilleur encadrement de l'information aux clients.

L'information particulière à une opération ou offrant les détails plus poussés, à laquelle le client a droit selon MIFID, est très peu réclamée par ce dernier. Des demandes portent cependant sur les comparaisons avec des benchmark et sur les seuils de perte.

Les Compliance Officers considèrent cependant que l'information au client sera un domaine qu'il faudra suivre avec attention si la demande s'intensifiait à l'avenir.

### 6) Classification des clients

La plupart des institutions financières ont opté pour une classification d'office de leurs clients, d'une part les particuliers en les versant par défaut dans la catégorie des clients *retail/private*, d'autre part certains métiers particuliers en considérant leurs interlocuteurs spécialisés comme

*contreparties éligibles* plutôt que comme simples *clients professionnels*.

Il y a peu de demande de reclassification. Quelques clients souhaitent être considérés comme *professionnels* plutôt que comme *retail*. Le Compliance Officer intervient directement ou contrôle a posteriori l'adéquation des critères requis, critères retenus sur base essentiellement des déclarations des clients tant pour leur surface financière que pour leurs connaissances. Les demandes de reclassification de la catégorie *contrepartie éligible* à celle de *client professionnel* sont parfois plus difficilement acceptées car elles entraînent plus de lourdeur et de responsabilité à l'égard du client. En cas de reclassification de clients, la fonction Compliance vérifie que les formalités de courrier et de respect des critères sont remplies et documentées.

### 7) Outsourcing

Sauf exception le thème MIFID de la sous-traitance n'est pas considéré comme une priorité propre à la fonction Compliance. Il est généralement pris en charge par le département juridique. La fonction Compliance s'y intéresse principalement lorsqu'elle sous-traite elle-même certaines de ses activités.

### 8) Order handling

Il est considéré que MIFID ne modifie pas l'existant en ce qui concerne le traitement et l'ordonnancement des ordres des clients et de la banque. La fonction Compliance a cependant davantage que de par le passé veillé à la bonne exécution des contrôles en place et à l'exhaustivité des éléments à archiver pour réaliser de façon optimale les contrôles futurs.

### 9) Best execution

La plupart des Compliance Officers considèrent le thème de la meilleure exécution comme l'une des principales priorités avec les conflits d'intérêts et Suitability/Appropriateness. Il fait partout l'objet d'une mise en place formelle d'une politique le plus souvent décrite, parfois de manière succincte, dans les conditions générales de la banque. Jusqu'à présent, le client ne s'informe pas et ne demande pas de preuve de cette meilleure exécution. Les institutions financières veillent cependant à garder les traces nécessaires à la reconstitution des opérations ou à enregistrer automatiquement des paramètres tels que le relevé de la liquidité d'un instrument lors d'une transaction sur celui-ci.

Il n'y a pas encore de lignes de conduite établies pour contrôler l'efficacité de la politique de « best execution », contrôle rendu obligatoire par MIFID et pour lequel le Compliance Officer se sent directement concerné. Certains établissements ont prévu un contrôle annuel, d'autres ne l'ont pas encore prévu. Quelques-uns constituent les éléments nécessaires à ce contrôle, d'autres envisagent un recours à l'extérieur et se posent des questions quant au rôle du réviseur d'entreprises sur ce sujet.

### 10) Ségrégation des actifs

Ce thème n'est pas explicitement un des domaines nouveaux de MIFID. Il apparaît cependant qu'il est devenu d'actualité. Il s'agit de veiller à la complète distinction entre les actifs des clients et les actifs propres de l'institution de crédit. Au sein des établissements à Luxembourg, cette distinction semble ne pas poser de problème. Par contre, auprès des dépositaires et plus particulièrement des sous-dépositaires, il n'est pas certain que la distinction soit toujours maintenue. Il n'est pas étonnant que le superviseur luxembourgeois s'y intéresse particulièrement en ces temps de crise

### 11) Conclusions générales

De cette prise d'avis, répétons-le non exhaustive et non représentative, il ressort que la place financière de Luxembourg a pris conscience de ses obligations professionnelles découlant des législations et réglementations MIFID. La mise en place des mesures nécessaires s'est faite avec diligence. L'arsenal des contrôles post MIFID répondra lui aussi aux obligations mais de manière peut-être un peu plus progressive.

### 12) Conclusions personnelles

Je voudrais me permettre de répéter à l'occasion de cet article quelques réflexions qui me sont propres et ce à titre strictement personnel.

Je constate que la mise en place des mesures MIFID et des contrôles consécutifs est lourde. Jusqu'à présent, les nouvelles obligations des établissements de crédit et des autres PSF à l'égard des clients ne semblent pas nécessairement répondre à l'attente de ces derniers. Je dirais même que parfois elles ne répondent pas parfaitement à leurs intérêts. Elles sont cependant potentiellement porteuses de litiges futurs.

MIFID existe, les mesures et les contrôles doivent être mis en place. Pourrait-on souhaiter que, comme cela devient plus fréquemment l'usage, une évaluation en soit faite en temps opportun pour en solidifier les points forts et en atténuer les points plus faibles ?

Jean-Noël Lequeue  
ICE S.A.

## Doctrine

### Réunion des nouveaux membres - brainstorming du jeudi 29 janvier

#### Saviez-vous que...

- Tout au long de l'année 2008, plus de 100 nouveaux membres ont rejoint l'ALCO.
- Bon nombre d'entre eux font partie de petites structures; certains représentent à eux seuls le département 'Compliance' au sein de leur entreprise.
- Ces nouveaux membres ont été invités à s'exprimer quant à leurs attentes, idées et souhaits vis-à-vis de l'ALCO

Environ 25 nouveaux membres ont répondu présents. Certains ont complété **un questionnaire**, d'autres (une quinzaine) ont, à l'occasion d'une **réunion 'brainstorming'**, échangé leurs idées et avis sur la façon dont l'ALCO pourrait encore davantage répondre à leurs attentes et besoins.

Que peut-on dégager du foisonnement d'idées sorties de ces 25 nouvelles têtes ?

#### Questionnaires

Les questionnaires complétés confirment que le Bulletin de l'ALCO est considéré par tous comme 'utile' ou 'très utile', voire 'indispensable'.

Les réunions organisées par l'ALCO sont,

elles aussi **très appréciées** ou demandées. Certains **Administrateurs** précisent que le brainstorming est la première réunion, activité à laquelle ils ont été invités.

Certains regrettent que les formations organisées par l'IFBL et l'ALCO ne soient pas suffisamment fréquentes. Il faut de la patience avant de pouvoir suivre le premier module, il en faut encore davantage pour réaliser les 3 modules.

A la question "Quelles sont pour vous les principales missions de l'ALCO?", la réponse la plus fréquente est « être une source d'informations utiles et fiables ». Viennent ensuite le rôle de « porte parole face aux autorités », ainsi que celui de « lieu de discussion », le rôle de « l'association professionnelle défendant les intérêts de ses membres », et celui de « organisateur de formations, séminaires et conférences ». Rares sont ceux qui y voient un « lieu de networking ».

Plusieurs membres ont exprimé leur souhait de jouer un rôle actif au sein de l'ALCO.

#### Idées pour l'ALCO

Les différentes missions attribuées à l'ALCO se reflètent aussi au travers des idées évoquées.

La **mise à disposition d'informations** utiles aux déontologues pourrait se faire via le site internet ou le nouvel intranet. Les membres pourraient ainsi aisément accéder à une librairie d'articles, de textes, de liens, une liste de publications, une revue de presse, un index. Il devrait être possible de permettre aux membres d'enrichir cette 'bibliothèque virtuelle', par l'envoi de textes, de résumés et de liens par simple mail. Il pourrait être envisagé d'envoyer par courriel, aux

membres qui le souhaitent, une information (hebdomadaire ?) sur les mises à jour effectuées dans la bibliothèque ou ailleurs sur le site (cf. CSSF “new website updates”)

Toujours dans l’optique d’encourager l’échange d’information entre membres, la version papier et/ou électronique de **l’annuaire** pourrait permettre aux membres de préciser certaines « spécialités » qu’ils souhaiteraient y voir figurer.

Pour un certain nombre de nouveaux membres, les Groupes de Travail de l’ALCO sont exclusivement constitués d’experts bénéficiant d’une longue pratique dans certains domaines de la Compliance. Pour réduire la distance entre les nouveaux membres et les Groupes de Travail, **une interaction pourrait être organisée entre des GT existants et des groupes de discussion plus informels** qui se réuniraient sur certains sujets. Une réunion ‘déjeuner-sandwiches’ pourrait réunir des membres intéressés par un certain sujet et inviter des membres d’un groupe de travail lié au thème abordé. Inversement, un groupe de travail pourrait ouvrir une de ses réunions aux autres membres, pour débattre de certains sujets. Il est souhaité toutefois que les sujets proposés soient les plus précis possible pour permettre aux discussions de bien rester centrées sur le sujet.

Pour répondre aux questions ponctuelles, sans surcharger le groupe de travail 33 « Réponses aux questions des membres », un système de **‘chat compliance on line’** pourrait voir le jour (via l’intranet ou ailleurs). Il permettrait de ‘poster’ des questions pratiques et obtenir des éléments de réponses de différents membres qui ont déjà été confrontés aux questions. L’avantage est qu’un élément de réponse (même provisoire) peut y être donné à titre de simple ‘conseil’, sans engager la responsabilité de l’auteur. Il est ensuite complété ou confronté au regard critique d’éventuels autres visiteurs du forum. Des

**forums de discussions** virtuelles sur certains sujets d’actualités pourraient de la même façon aussi être proposés aux membres.

---

### Quelle est la langue de l’ALCO ?

Certains regrettent que l’ALCO ne soit pas davantage encline à attirer des membres anglophones, germanophones, ... Peut-on rendre l’ALCO davantage attrayante pour les entreprises et compliance officers non francophones, sans alourdir son fonctionnement ? Rien n’empêche la création de groupes de travail ou de forums de discussions utilisant d’autres langues que le français. Peut-on aussi envisager des articles du Bulletin dans d’autres langues que le français ou l’anglais ? Les réunions plénières peuvent-elles être bilingues ? L’assemblée nous le prouvera. Faut-il demander aux nouveaux membres de préciser dans quelle(s) langue(s) ils préfèrent participer aux réunions ?

---

### Sujets d’articles pour le Bulletin

Pour le Bulletin de l’ALCO, un certain nombre de sujets d’articles a été suggéré. Il ne reste plus qu’à trouver les personnes qui souhaitent en devenir les auteurs....

### Sujets liés à l’actualité

- Les incidences de l’actuelle crise financière sur les métiers de la Compliance<sup>1</sup>. Quelles leçons tirer de la crise ? La Compliance peut-elle espérer que la crise permette une meilleure sensibilisation aux sujets qui lui sont propres ?
- La Compliance et les produits structurés.
- La Compliance et la mise en application de la directive sur la transparence : compréhension des

---

<sup>1</sup> Le Bulletin n°16 paru le 13 janvier publiait une interview de M. Claude Simon sur le sujet

notions de prospectus, offre continue, fiche technique, invitations aux assemblées, procurations, ...

- MIFID 16 mois sont passés, un premier retour d'expériences<sup>2</sup>.
- Les aspects compliance de Bâle II – ICAP.

### Sujets d'intérêt général

- Comment réduire la distance entre les points de vue et arguments du front office et ceux de la Compliance. Comment équilibrer les arguments commerciaux et préoccupations en matière de Compliance ? Comment préserver l'indépendance de la Compliance ? Comment donner, au sein d'un processus de décision, du poids aux arguments de Compliance ?
- Organisation de la Compliance : vaut-il mieux associer la Compliance au juridique ou au risk management ? Quelles sont les meilleures combinaisons ? Quelles structures d'organisations ou de décision privilégier ?
- Le risque de réputation ? Comment l'estimer le gérer, ... ?

### Sujets encore peu traités

- la Compliance et les métiers de custodian, de dépositaire, d'agent de transferts, ...;
- La Compliance et la finance islamique ? Les fonds basés sur la sharia et sur d'autres critères éthiques ?
- La Compliance et les procédures internes. Quel est le rôle que doit ou peut prendre un Compliance Officer ? Quelles sont les méthodes

pour les rédiger ? Comment s'assurer qu'elles sont appropriées, complètes compréhensibles, utiles, observées ?

- Aspects transnationaux de la Compliance (organisation, contrôle, monitoring, ...).

### Que conclure de ce tour de table ?

Début février, le G16 et le Conseil de l'ALCO ont pris connaissance du compte rendu.

Sans préjuger de la suite qui lui sera donnée par l'ALCO et ses membres, ce tour de table espère au moins atteindre les objectifs suivants : Montrer que l'ALCO est composée de nombreux nouveaux membres, que ces nouveaux membres savent se mobiliser et faire part de leurs attentes. Ce ne sont pas les idées qui manquent. Certains d'entre eux semblent même prêts à retrousser leurs manches pour les mettre en œuvre.

Gageons que ces quelques idées et constatations auront un effet motivant sur chacun des administrateurs et conseillers et sur chacun des membres de l'ALCO pour continuer à contribuer au bon fonctionnement de notre association.

Merci à tous ceux qui ont participé de près ou de loin au brainstorming !

Charles van Doorslaer  
Compliance Officer  
KBL European Private Bankers  
25.02.2009

<sup>2</sup> Un article de Jean-Noël Lequeue abordant ce sujet est sur le point d'être publié dans le Bulletin



## Vie associative

### VIE ASSOCIATIVE

#### **Responsable Internet**

Olivier Gilson

Téléphone +352 48 48 80 51 08

[olivier.gilson@efa.eu](mailto:olivier.gilson@efa.eu)

### ASSOCIATION ACTIVITIES

#### **Coordinateur des groupes de travail**

Jean-Noël lequeue

Téléphone +352 621 194 941

[icesa@pt.lu](mailto:icesa@pt.lu)

### GROUPES DE TRAVAIL ACTUELS

#### **Groupe de travail 16**

##### **Commission permanente juridique et relations publiques**

Responsables Claudine FRUTSAERT

Téléphone +352 44 24 24 43 15

[claudine.frutsaert@axa.lu](mailto:claudine.frutsaert@axa.lu)

Patrick SCHOTT  
Téléphone +352 46 71 71 400

[pschott@pictet.com](mailto:pschott@pictet.com)

#### **Working group 16**

##### **Legal and public relations**

Owners Claudine FRUTSAERT

Telephone +352 44 24 24 43 15

[claudine.frutsaert@axa.lu](mailto:claudine.frutsaert@axa.lu)

Patrick SCHOTT  
Téléphone +352 46 71 71 400

[pschott@pictet.com](mailto:pschott@pictet.com)

#### **Groupe de travail 21**

##### **Interprétation pratique des restrictions d'investissements des fonds**

Responsable Tim WINFIELD

Téléphone +352 34 10 23 85

[tim.winfield@jpmorganfleming.com](mailto:tim.winfield@jpmorganfleming.com)

#### **Working group 21**

##### **Practical interpretation of fund investment restrictions**

Owner Tim WINFIELD

Telephone +352 34 10 23 85

[tim.winfield@jpmorganfleming.com](mailto:tim.winfield@jpmorganfleming.com)

#### **Groupe de travail 27**

##### **Formations IFBL**

Coordinateur Jean-Noël LEQUEUE

Téléphone +352 62 11 94 941

[icesa@pt.lu](mailto:icesa@pt.lu)

#### **Working group 27**

##### **Training IFBL**

Coordinator Jean-Noël LEQUEUE

Telephone +352 621 194 941

[icesa@pt.lu](mailto:icesa@pt.lu)

#### **Groupe de travail 29**

##### **Abus de marché**

Coordinateur Cyril MATHIEU

Téléphone +352 40 46 46 400

[cyrilmathieu@lu.hsbc.com](mailto:cyrilmathieu@lu.hsbc.com)

#### **Working group 29**

##### **Market abuse**

Coordinator Cyril MATHIEU

Telephone +352 40 46 46 400

[cyrilmathieu@lu.hsbc.com](mailto:cyrilmathieu@lu.hsbc.com)

#### **Groupe de travail 33**

##### **Réponses aux questions des membres**

Coordinateur Philippe SCHNEIDER

Téléphone +352 45 14 14 299

[philippe.schneider@citi.com](mailto:philippe.schneider@citi.com)

#### **Working group 33**

##### **Answers to questions of members**

Coordinator Philippe SCHNEIDER

Telephone +352 45 14 14 299

[philippe.schneider@citi.com](mailto:philippe.schneider@citi.com)

**MEMBRES ET VIE ASSOCIATIVE**

**MEMBERS AND ASSOCIATION ACTIVITIES**

**Nombre de membres (au 02/04/2009):**

Banques	195
Fonds	86
Fonds / Banques	32
Assurances	49
Consultants / Réviseurs	34
Admin. et domiciliation de sociétés	17
Avocats	9
PSF	35
Gestion de fortune	6
Autres	1

Effectif total: 464

Membres effectifs	380
Membres d'honneur	84

**Effectif total: 464**

**Number of members (as per 02/04/2009):**

Banking sector	195
Funds sector	86
Funds / Banking sector	32
Insurance sector	49
Consultants / Auditors	34
Admin. and company domiciliation	17
Law firms	9
SFP	35
Asset management	6
Other	1

Total number: 464

Active members	380
Honorary members	84

**Total number: 464**

**Réunions et activités:**

Mensuellement	Réunions du conseil d'administration
1 / 2 x par an	Réunions plénières
2 / 3 x par an	Rencontres informelles autour d'un thème

**Meetings and activities:**

Monthly	Board meetings
1 / 2 x per year	Plenary assemblies
2 / 3 x per year	Informal meetings on a subject



# Le Bulletin

---

## – Conseil d’administration:

---

Jean-Marie LEGENDRE	Ancien président
Jean-Noël LEQUEUE	Nouveau président
Claudine FRUTSAERT	Communiqué dans le prochain bulletin
Patrick WATELET	Communiqué dans le prochain bulletin
Valerie ALEZINE	Communiqué dans le prochain bulletin
Guillaume BEGUE	Communiqué dans le prochain bulletin
Sundhevy GOÏOT	Communiqué dans le prochain bulletin
Custodio PORTASIO	Communiqué dans le prochain bulletin
Rob SONNENSCHEN	Communiqué dans le prochain bulletin
Vincent SALZINGER	Communiqué dans le prochain bulletin
Vincent WILLEM	Communiqué dans le prochain bulletin
Patrick CHILLET	Conseiller
Karine VILRET-HUOT	Conseiller
Tim WINFIELD	Conseiller

---

## – Secrétariat de l’ALCO:

---

Laurence THILMANY-INCOURT  
[secretariat@alco.lu](mailto:secretariat@alco.lu)  
B.P. 13 L-2010 Luxembourg

---

## – Secrétariat du Bulletin:

---

Laurence THILMANY-INCOURT  
[secretariat@alco.lu](mailto:secretariat@alco.lu)  
B.P. 13 L-2010 Luxembourg

---

## – Comité de rédaction:

---

Claudine FRUTSAERT (responsable), Patrick SCHOTT, Jean-Marie LEGENDRE, Philippe SCHNEIDER  
Carine VAN MULDER, Julie BECKER, Leen BOM, Stefano PIERANTOZZI, Charles VAN DOORSLAER

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [www.alco.lu](http://www.alco.lu)